



PAR TRISTAN GASTON-BRETON

Gabriel Ouvrard, le financier de Napoléon

Spéculateur, munitionnaire et fournisseur des armées, Gabriel Ouvrard fut l'un des principaux financiers de son temps. Une puissance qu'il mit notamment au service de Napoléon Ier.

-« Monsieur Ouvrard, vous avez abaissé la royauté au niveau du commerce !

-Sire, le commerce est le génie des Etats. Il se passe très bien de la royauté et la royauté ne saurait se passer de lui.

-Sottises que tout cela ! »

En ce jour de février 1806, rien ne semble devoir troubler Gabriel Julien Ouvrard, l'un des hommes les plus riches et les plus influents de France. Cela fait maintenant près de deux heures que, convoqué toutes affaires cessantes aux Tuileries, il subit les foudres de Napoléon Ier. Et quelles foudres ! Très énervé comme à son habitude, l'empereur ne cesse de hurler et de gesticuler, se répandant en injures et en menaces à

l'encontre de son interlocuteur. « J'étais bien résolu à le faire fusiller sans procès » avouera d'ailleurs Napoléon Ier peu après cette scène mémorable. Une scène au cours de laquelle Ouvrard est resté de marbre, se contentant d'opposer des remarques de bon sens à la fureur du vainqueur d'Austerlitz. Il faut dire que le financier en a vu d'autres, et des bien pires ! Depuis sept ans qu'il travaille pour le petit Corse, il a essuyé bien des colères, supporté bien des injures, tâtant même de la prison à plusieurs reprises, le tout sans jamais perdre son sang-froid. A 36 ans, Ouvrard sait de toute façon qu'il est intouchable, que Napoléon Ier a trop besoin de lui pour financer ses guerres et équiper ses armées et que sa colossale fortune est sa meilleure assu-



rance. La seule chose qui le navre vraiment est la totale incompréhension de l'Empereur pour les affaires économiques. « Il n'y entend rien et pense que l'on conduit les finances comme on le fait des armées », dira-t-il à ses proches. Encore cette impériale ignorance n'est-elle pas pour lui déplaire totalement. Elle fait de lui un habitué des couloirs des Tuileries.

Entre le conquérant et le financier l'histoire a vraiment commencé au matin du 9 novembre 1799, le jour du coup d'Etat du 18 Brumaire. De passage chez Paul Barras, le principal membre du Directoire en charge alors des affaires de la France, il a remarqué par la fenêtre des mouvements de troupes et reconnu, à quelques signes, la patte du général Bonaparte. « Impossible de se tromper. Le coup d'Etat est commencé » a-t-il griffonné hâtivement à l'intention d'un de ses proches avant de rejoindre hâtivement son hôtel particulier. De là, il a aussitôt fait parvenir un billet à l'intention de l'Amiral Bruix, un proche de Bonaparte. « Amiral, le passage du général Bonaparte se rendant au Conseil des Anciens, quelques mouvements de troupes me font pressentir qu'il se prépare

du changement dans les affaires politiques. Cette circonstance peut nécessiter des besoins de fonds. Je vous prie, mon cher Amiral, d'être mon interprète de l'offre que je fais d'en fournir de suite ... » On ne peut être plus clair. En réalité, Bonaparte n'aura pas besoin de l'argent d'Ouvrard, trouvant auprès d'autres financiers - et notamment de l'incontournable Perregaux, futur Régent de la Banque de France - tous les fonds dont il a besoin. Mais il n'oubliera jamais cette offre de service et s'empressera de se tourner vers Ouvrard...

En cette fin des années 1790, Gabriel Ouvrard est en fait, et depuis longtemps, totalement incontournable en matière de finances publiques et de fournitures aux armées. Depuis la chute de Robespierre, en 1794, et l'avènement du Directoire un an plus tard, il n'a cessé de creuser son sillon, mettant à profit son immense fortune pour tisser des liens avec tous les importants du régime, et plus particulièrement avec cinq personnes au cœur de toutes les combinaisons politiques qui s'échafaudent alors : Barras, Tallien, un ancien Robespieriste devenu membre de l'Assemblée des Cinq Cents, le général Bonaparte, Thérésa



Cabarrus, la très influence épouse de Tallien, et la non moins influente Joséphine de Beauharnais, la maîtresse de Barras devenue en 1796 l'épouse de Bonaparte. Un petit groupe qui tient la France entre ses mains et pour lequel Ouvrard a généreusement ouvert ses coffres. Mais que de travail pour en arriver là ! Né en 1770 aux Moulins d'Antières à Clisson, dans l'actuelle Loire-Atlantique, originaire d'une bonne famille qui compte des médecins, des notaires et des magistrats, fils lui-même d'un important fabricant de papier, Ouvrard a fait de bonnes études au collège de Beau-préau avant de trouver, en 1787 et sur la recommandation de son père, une place dans l'une des principales maisons de négociants en denrées coloniales de Nantes. Le commerce colonial : en plein développement depuis le milieu du siècle, ce secteur d'activité qui est en train de métamorphoser les villes et les ports de l'Ouest de la France et qui tire la croissance du pays, va faire la fortune d'Ouvrard. Doué pour les combinaisons financières les plus complexes, il fonde dès 1788 sa propre maison et se lance dans d'audacieuses spéculations avec les Antilles, achetant à bas prix, stockant

pour créer des pénuries et revendant au plus haut. L'époque, hélas, n'est plus aussi favorable que 20 ou 30 ans plus tôt. La Révolution gronde, perturbant les trafics entre la France et ses colonies. Pressentant l'essor de la presse d'opinion, il trouve tout de même dans les événements de nouvelles occasions de s'enrichir, spéculant sur le papier mais aussi sur le café, le sucre et le coton. Sa prudence - il sait donner des gages au bon moment - et surtout sa fortune lui permettent de traverser la tourmente révolutionnaire sans encombre. A la chute de Robespierre, il a 24 ans, est à la tête d'une fortune de plus de 20 millions de livres et possède une maison de commerce et de banque. En 1795, il se marie à la fille d'un important négociant colonial de Nantes.

Le Directoire, ce régime où la corruption, les affaires et la politique font bon ménage, lui ouvre de nouveaux horizons. Très rentable, le commercial colonial dont il est l'un des principaux acteurs par l'intermédiaire de ses quatre maisons de commerce de Brest, Nantes, Orléans et Anvers, lui paraît en effet peu de choses en regard des immenses profits que lui promettent les guerres incen-



santes de la France. Car la République, à ce moment, est en conflit avec tous ses voisins ou presque. Pour équiper ses armées, et comme il le faisait déjà sous l'Ancien Régime, l'Etat fait appel à des sous-traitants privés, les fameux fournisseurs aux armées. Ils doivent disposer d'importantes liquidités et d'un crédit solide. Mais le métier rapporte beaucoup, les armées ne s'y entendant guère en comptabilité et la fraude sur la qualité étant systématique. Sans doute y a-t-il des contrôles. Mais avec un peu d'argent, il est très facile d'acheter la bienveillance des contrôleurs. A ce jeu-là, Ouvrard devient très vite imbattable. Associé à quelques gros fournisseurs aux armées - Vanlerberghe pour le blé, les frères Michel pour les fournitures militaires, Carvillon des Tillières et Roy pour l'acier et le bois - il obtient lui-même, en 1798 et pour six ans, la fourniture générale des vivres de la Marine - un contrat de 64 millions de francs-or ! - puis les fournitures de l'armée d'Italie, celle-là même que commande Bonaparte.

Le général corse, Ouvrard la connu à la « chaumière Tallien » du Rond-Point des Champs-Élysées, où la belle madame

Tallien - Thérèse Cabarrus - reçoit tout ce qui compte alors à Paris. Redoutable Thérèse ! Un simple mot griffonné sur un billet alors qu'elle était emprisonnée à Paris et promise à la guillotine - « Je meurs d'appartenir à un lâche » - a convaincu Tallien de se rallier à la conjuration visant à abattre Robespierre, lui donnant une aura et une influence considérable. Femme de pouvoir et d'argent, elle est devenue la maîtresse de Barras qui l'a ensuite littéralement revendue à Ouvrard. Le financier s'est ainsi vu ouvrir les portes du Directoire, la belle y gagnant en retour un splendide hôtel particulier de la rue de Babylone et le château de Raincy ! Avec elle, le financier aura trois enfants. Barras, Tallien, Bonaparte : Ouvrard figure désormais au cœur de ce très puissant trio qui se partage les deux reines attirées de Paris, Thérèse Cabarrus et Josephine de Beauharnais. Maîtresse de Barras puis épouse de Bonaparte, celle-ci entretient ainsi une brève liaison avec Ouvrard qui a la délicatesse de régler ses dettes.

S'il ne joue pas directement un rôle dans le coup d'Etat du 18-Brumaire, Ouvrard devient en revanche très vite le financier attitré du nouveau maître de la



France. Dans un premier temps pourtant, l'ombrageux général Corse tient à distance cet « affairiste », comme il l'appelle, qui a eu le double tort d'être lié à Barras - que le 18-Brumaire a définitivement écarté du pouvoir mais dont Bonaparte se méfie - et d'avoir eu quelques privautés à l'égard de Joséphine. Mais le besoin d'argent est le plus fort. Lorsqu'il devient Premier Consul en 1800, la France ruinée n'a plus en caisse que 700 à 800 000 francs, une somme ridicule à peine suffisante pour assurer le train de vie d'une sous-préfecture pendant un an ! Sollicité pour quelques dizaines de millions, Ouvrard se fait prier, exigeant préalablement le remboursement de sommes très importantes que lui doit encore le défunt régime du Directoire. D'avoir osé tenir tête à Bonaparte vaut à l'impertinent un premier séjour en prison et un examen détaillé de sa comptabilité...rapidement suivi d'un non-lieu. Mais l'avertissement a été on ne peut plus clair.

Commence alors, entre Ouvrard et celui qui deviendra empereur en 1804, un étrange pas de deux qui va durer jusqu'en 1815. Fort de son immense fortune, de ses bonnes relations avec Joséphine et des liens

avec Cambacérès, son ancien responsable des affaires juridiques devenu Second Consul et qui assurera, sous l'empire, la présidence du Sénat et du Conseil d'Etat, Ouvrard participe activement aux approvisionnements de l'armée de Marengo puis de l'armée que Bonaparte a réunie à Boulogne en prévision de l'invasion de la Grande-Bretagne. Qu'Ouvrard y trouve matière à s'enrichir ne fait aucun doute. Mais le financier, qui a parfaitement compris que, pour durer, il faut savoir partager les gains, n'oublie jamais ses puissants protecteurs. Ainsi, à l'occasion de la bataille de Marengo, le 18 juin 1800, il monte avec Bonaparte et quelques autres une audacieuse spéculation. La veille de la bataille, des dépêches fort opportunément diffusées dans Paris laissent entendre que l'armée française est en fâcheuse posture, provoquant un effondrement de la rente publique. Dans le même temps, des ordres d'achat sont discrètement passés au profit de Bonaparte, de Talleyrand, d'Ouvrard, de Foucher et de Berthier. Lorsque le lendemain parvient à Paris la nouvelle de la spectaculaire victoire française, les cours de la rente s'envolent. Aussitôt revendus, les papiers publics rapportent des sommes considé-



rables aux cinq hommes. Une manœuvre que reprendra à son compte un certain Nathan Rothschild au lendemain de la bataille de Waterloo, en 1815...

Ame damnée de Napoléon qui passe régulièrement ses nerfs sur lui, Ouvrard tâtera à plusieurs reprises de la prison. Comme en cette année 1809, celle de tous les dangers pour le financier. Six ans plus tôt, avec Médard Desprez, l'un des Régents de la Banque de France, Ouvrard a créé la Compagnie des Négociants réunis. En échange d'une avance de trésorerie, elle reçoit des obligations valables sur les subsides que l'Espagne doit verser à la France pour pouvoir rester neutre dans le vaste conflit qui embrase l'Europe depuis la Révolution. En même temps, elle obtient le monopole du commerce avec l'Amérique espagnole et échafaude un vaste plan visant à obtenir des liquidités en organisant le retour en Europe des piastres espagnoles de Cuba. Las ! La reprise de la guerre avec l'Angleterre jette à terre ce bel édifice. Dans l'impossibilité de pouvoir rapatrier les piastres, Ouvrard imagine, pour se procurer des liquidités, de faire escompter par la Banque de France des traites de complaisance que les

membres de la Compagnie des Négociants réunis ont préalablement contractées entre eux. Il en résulte un gonflement des encours que la Banque de France doit financer par la planche à billets, provoquant en retour une crise de confiance dans les billets de banque. C'est à cette occasion qu'Ouvrard est convoqué aux Tuileries. En ce jour de février 1806, Napoléon hors de lui réclame au financier le remboursement de 141 millions de francs-or ! C'est alors que le vent, pour Ouvrard, commence à tourner. Incapable de payer une telle somme, en butte aux critiques de l'Empereur qui ne supporte plus son train de vie, il est emprisonné pour dettes. Libéré au bout de trois mois, il reprend ses spéculations et tente même de négocier une paix secrète avec l'Angleterre. Désavoué par l'Empereur, il écope de trois ans de prison. Curieusement, Napoléon ne parvient pas à se séparer de lui. On le retrouve encore en 1812, fournisseur de la gigantesque armée qui se lance à l'assaut de la Russie. Par souci d'économie, il aurait livré des chaussures en faux cuir à semelles de carton en les faisant passer pour des chaussures en cuir...



La chute de l'Empereur et la Restauration, loin de l'affaiblir, lui redonnent tout son lustre. C'est qu'Ouvrard a des relations, et même beaucoup. Avec Talleyrand et Foucher, qui se sont empressés de retourner leur veste, mais aussi avec les grands banquiers londoniens, avec lesquels il n'a cessé d'avoir des contacts. Le nouveau régime, qui s'est vu imposer par le Traité de Vienne le paiement d'une somme de 700 millions de francs et l'entretien de 150 000 soldats pendant cinq ans, a en outre trop besoin de son entregent et de ses compétences pour lui faire payer ses commissions passées. Ayant acquis par l'intermédiaire d'un prête-nom le pavillon de la Jonchère, à Bougival, il devient le conseiller très écouté du Duc de Richelieu, Premier ministre de Louis XVIII. Mobilisant ses réseaux, il parvient à convaincre ce dernier de créer pour 100 millions de rentes placées auprès des banquiers anglais. Un gigantesque emprunt sans lequel la France eût été incapable d'honorer ses dettes et qui permet le départ anticipé des troupes étrangères. Pour prix de ce service, le Duc de Richelieu restitue au financier tous ses biens et annule sa dette envers le Trésor. Preuve de son prestige retrou-

vé, Louis XVIII en personne assiste au mariage de sa fille avec le général de Rochecouart.

Mais la fin est proche. En 1823, il est désigné comme fournisseur de l'armée que la France s'apprête à envoyer en Espagne pour restaurer le roi Ferdinand VII, contraint de partager le pouvoir avec les libéraux. Mais les malversations qu'il commet sont telles qu'il est arrêté. Mis en faillite, à nouveau privé de tous ses biens, il est incarcéré pour corruption et n'est libéré que grâce à l'intervention du Duc d'Angoulême, l'un de ses nombreux obligés. Il choisit alors de s'exiler en Angleterre où il continue à se livrer à diverses spéculations, notamment avec le Maroc et l'Amérique Latine. Il meurt à Londres, presque oublié, en 1846. Avec lui s'éteint le dernier grand fournisseur aux armées.

Tristan GASTON-BRETON,

Historien d'entreprises

tgastonbreton@elzear.com